

Les démocrates et le défi islamiste

En bon islamiste qui sait ce qu'il veut, Rabah Kebir possède cette propension à ne jamais décrocher. Débarqué par ses amis de la direction de l'ex-FIS à l'étranger, il a su rebondir grâce à l'ex-AIS, s'engouffrant dans la brèche ouverte par la Charte pour la paix et de la réconciliation à travers laquelle il voit de nouvelles possibilités se dessiner pour la mouvance qu'il représente.

1) Rabah Kebir, questions sur un retour

De retour au pays, Kebir caresse l'espoir de fonder un parti différent de ce qu'a été le FIS. Ce dernier, a-t-il confessé à un confrère, «était un moyen et non une fin en soi. Ce moyen qui était le FIS a fait son chemin, a eu son temps et a pris fin». Autrement dit, il faut créer un autre parti avec une démarche et des objectifs politiques adaptés à l'Algérie d'aujourd'hui. En 15 ans, le pays a changé. Ceux qui avaient une dizaine d'années ou moins en 1991, et qui n'ont connu que la violence, ne sont pas dans les mêmes dispositions que leurs aînés. Une bonne partie de ces derniers, qui avaient à l'époque soutenu le FIS, soit par conviction soit pour sanctionner le pouvoir politique, ne voient plus aujourd'hui la réalité comme ils la percevaient en 1991. En tout cas, l'expérience l'a montré, ils ne sont pas prêts à soutenir un nouvel aventurisme djihadiste. L'ex-FIS, tel qu'il existait et tel qu'il activait, ne correspond donc plus aux nouvelles réalités. Telle est la conclusion à laquelle est parvenu l'ex-numéro trois du FIS.

Sans perdre de temps, Kebir s'est aussitôt mis à la tâche. Dimanche, il s'est entretenu avec Abdelaziz Belkhadem, l'une des personnalités du pouvoir figurant dans son agenda, avant de s'entretenir ensuite avec Aboudjerra Soltani. Des personnalités qui vont lui prodiguer les bons conseils qu'il attend d'elles pour réaliser son objectif : créer ce nouveau parti islamiste indispensable dans la perspective de la reconfiguration de la carte politique visée par le pouvoir à travers son projet de révision constitutionnelle.

Dans ce cas de figure, la question de prolonger ou pas, au-delà de la date limite du 28 août, l'application de la Charte est tout à fait secondaire. Sur ce sujet, les appels lancés pour cette prorogation par le Premier ministre Abdelaziz Belkhadem et Aboudjerra Soltani et

MSP n'avaient pour seul et unique but que de démontrer leur bonne foi réconciliatrice vers ce qui reste de la base de l'ex-FIS. Au delà, le seul objectif poursuivi par ces hommes et leurs partis est la concrétisation de cette vaste alliance islamico-conservatrice intégrant tout ou partie des militants et cadres de l'ex-FIS. Et pour ce faire, ils ont besoin de Kebir et ses amis.

2) Une constante du pouvoir, le besoin d'un compromis avec l'islamisme

Cette recherche d'un compromis avec les islamistes dans le but de les intégrer dans le jeu politique plonge ses racines au lendemain de l'assassinat du président Bouïafia. Sa disparition tragique avait sonné le glas de son projet, publiquement assumé, d'édification d'un Etat fondé sur la séparation du religieux et du politique.

Les tractations avec les dirigeants islamistes en prison et en clandestinité avaient débuté durant l'été 1993 quand fut prise la décision de mettre fin au HCE (Haut Comité d'Etat) pour le remplacer par une présidence de l'Etat. C'est ainsi que de 1993 à aujourd'hui, le fil du «dialogue» n'a jamais été rompu avec les islamistes. Et malgré un contexte d'extrême violence marqué par les massacres de l'été 1997 et de janvier 1998, le pouvoir ne leur a, en fait, jamais fermé la porte. Contrairement à Ali Benhadj, en politique avisé, Rabah Kebir a vite fait de saisir la perche tendue. Et s'il a tergiversé, ce n'est pas par intransigeance doctrinale, c'est parce qu'il voulait s'assurer que toutes les conditions sociopolitiques étaient réunies avant de donner son accord. C'est chose faite aujourd'hui. Sans cela, il serait resté en exil.

La question n'est donc pas tant de savoir si les autorités politiques veulent intégrer au jeu politique, sous une forme ou une autre, via Rabah Kebir, les islamistes échappant à leur autorité, mais quand et

sous quelle forme politico-organisationnelle se réalisera le deal passé avec ces islamistes qui ont troqué la calotte et le kamis pour le costume et la cravate.

Pour l'heure, constatons au passage que l'entreprise de Rabah Kebir rencontre des oppositions parmi ses anciens amis, à commencer par Ali Benhadj et, tout récemment, Mourad Dhina qui l'accuse de «chanter les louanges du président Bouteflika» après que ce même Dhina ait révélé, selon *Liberté*, qu'il avait rejeté la médiation d'un ministre envoyé d'Alger pour le convaincre de rentrer librement au pays.

3) Un islamisme qui renouvelle sa stratégie

Tout comme le MSP, Kebir n'a pas renoncé à l'idée que la loi de Dieu est supérieure à celle des hommes. En fait, ses amis et lui s'inscrivent dans une logique politique de recherche d'alliance avec d'autres forces non islamistes basées sur un programme aux apparences démocratiques, une alliance stratégique différente de celle contractée en 1995 à Sant'Egidio.

On a ainsi affaire à un islamisme qui cherche à se banaliser, renonçant à la violence pour conquérir le pouvoir, intégrant le jeu institutionnel et sociopolitique, et qui se veut non réductible à sa seule dimension strictement religieuse.

Et qui, de surcroît, à l'instar des Frères musulmans égyptiens ou de Hamas palestinien, voire de l'Iran chiite, est en train d'intégrer la dimension nationaliste qu'il rejetait auparavant au nom de la «oumma», afin d'en faire un nouveau vecteur de l'idéologie islamiste se résumant à ceci : intransigeance en matière de relations extérieures, vis-à-vis de l'Occident, et position réactionnaire sur le plan interne, concernant, par exemple, le statut des femmes et les libertés fondamentales.

Ce renouveau islamiste, auquel on assiste aujourd'hui, est mis en exergue par la crise du Proche-Orient, notamment la situation irakienne, au point où les islamistes, du fait de l'incapacité des régimes arabes et musulmans à faire face aux pressions occidentales, se posent désormais en figure de la résistance anti-occidentale, surtout aux yeux des plus démunis.

4) Citoyenneté politique et citoyenneté sociale

A l'évidence, les islamistes posent un défi de type nouveau aux démocrates. Tant que l'islamisme prônait la violence et apparaissait sous les traits du terrorisme djihadiste, la réponse était simple : mobiliser les citoyens pour contrer la menace qu'il représentait. Mais à partir du moment où il développe avec l'appui de certains cercles du pouvoir une logique d'intégration politico-institutionnelle, la donne est tout autre, et appelle une réponse politique renouvelée.

Règle-t-on, par exemple, le problème en affirmant et en dénonçant le fait que les islamistes représentent une menace pour l'Etat et la société, ou que l'alliance entre la fraction conservatrice du pouvoir et les islamistes signifie l'enterrement de l'Etat républicain et l'avènement de l'Etat islamiste ? Règle-t-on le problème si l'on ne s'attache pas à dévoiler concrètement le contenu sociopolitique de cette compromission quand on sait par ailleurs que l'islamisme est l'une des expressions politico-idéologiques de l'alliance entre la fraction la plus réactionnaire de cette nouvelle race d'affairistes, qui a grandi à l'ombre du secteur d'Etat, et des couches moyennes les plus conservatrices ?

Pour différentes raisons, les islamistes existent et il faudra faire avec. Croire qu'on peut régler le problème de leur existence par décret, c'est faire montre de myopie politique. Ainsi, si l'une des réponses des démocrates assurant que la solution consiste dans une séparation du politique et du religieux est juste dans l'absolu, il faudra bien réfléchir sérieusement et travailler sur les conditions sociopolitiques de sa mise en œuvre. Car le principe d'une séparation du religieux et du politique suppose l'existence d'une société civile et politique autonome et structurée, socialement enracinée et légitimée politiquement.

Cette condition à la création d'un Etat basé sur la séparation du religieux et du politique ne peut donc se réduire à la seule alliance de partis dont l'ancrage dans la société algérienne reste à construire, et ce, quelles que soient la justesse et la pertinence de leurs analyses.

En outre, la vérité nous contraint à observer que les partis démocr-

Par Hassane Zerrouky

crates sont relativement absents du terrain des luttes sociales parce qu'ils le sont, pour des raisons sans doute objectives, dans les entreprises et sur les lieux de travail. Le mouvement citoyen en Kabylie et le mouvement social, comme l'émergence des syndicats autonomes, ont émergé et se sont développés en dehors des partis politiques. De plus, il ne suffit pas d'agiter le spectre islamiste aux yeux des Algériens si ces derniers ne sont pas convaincus que l'amélioration de leurs conditions sociales d'existence portée par le projet démocratique est inséparable de la lutte pour faire échec au projet islamiste. A l'inverse, dire aux Algériens que l'amélioration de leur devenir social implique d'abord la résolution de la crise de la nature de l'Etat, c'est différer la solution de la crise et permettre à d'autres forces, en particulier les islamistes parce qu'ils sont mieux structurés, de prendre en charge leurs besoins immédiats. Enfin sur un plan général, l'alternative démocratique à construire ne peut faire l'impasse sur les ravages sociaux du néo-libéralisme que d'accuus confondent avec la modernité.

Lutter donc pour imposer la citoyenneté politique doit aller de pair avec l'exigence d'une citoyenneté sociale. Celle-ci, qui demeure un objectif, est une condition démocratique, et la lutte contre les inégalités sociales et de sexe est un gage d'efficacité économique et politique. Car les idéaux de liberté, de démocratie, de modernité dont nous nous revendiquons en tant que démocrates ne peuvent séduire et convaincre une population socialement marginalisée dans sa majorité, si l'on continue de faire l'impasse (ou si on fait l'impasse) sur les difficultés conditions sociales d'existence du plus grand nombre. A l'évidence, sur ces questions, les partis démocrates avancés ont beaucoup à faire.

Enoncer ce constat ne doit pas être perçu comme une critique : il s'agit de pointer du doigt de vraies questions appelant des réponses urgentes si les démocrates veulent réussir dans leur projet de démocratisation de la société.

H. Z.

L'ambassadeur de Turquie nous écrit

Me référant à une dépêche qui a paru dans la seconde page de l'édition du 17 octobre 2006 de votre journal, intitulé "La menace turque", je voudrais vous informer que le contenu de cette information est erroné.

Par conséquent, je souhaiterais faire la mise au point suivante :

En premier lieu, le vote à l'ONU dont la dépêche se réfère, n'a pas eu lieu en 1961, mais à la fin des années 50. En second lieu, la délégation turque à l'ONU n'a pas voté contre le droit à l'autodétermination du peuple algérien, mais s'est abstenue.

Je tiens à préciser qu'à partir du déclenchement de la Révolution en 1954 jusqu'à l'indépendance de l'Algérie, le peuple turc a soutenu massivement cette résistance héroïque contre le colonialisme.

Les représentants du peuple à la Grande Assemblée nationale de Turquie ont, à leur tour, créé un "Groupe d'amitié avec les Musulmans de l'Afrique du Nord", au mois de mars 1960 pour appuyer le GPRA.

En effet, la Turquie et l'Algérie ont, en par-

tage, une histoire et une culture communes. L'histoire s'est allée à la géographie pour forger des liens éternels entre nos deux peuples et les Turcs étaient solidaires avec leurs frères et sœurs algériens contre le colonialisme.

Les manifestations de rue, les protestations devant les représentations diplomatiques françaises, la collecte des fonds au profit des moudjahidines, les articles parus dans la presse en Turquie et les conférences organisées dans différentes villes anatoliennes sont les preuves de ce soutien sans faille. Vous pouvez trouver des documents à ce sujet au Musée central de l'armée.

Par ailleurs, le gouvernement turc a dépêché secrètement un général à Tripoli, pour acheminer par voie de mer ses aides d'armes et de munitions aux combattants algériens par le biais des représentants du FLN basé en Libye.

Toutefois, il est vrai qu'à cette époque, le gouvernement français, en se basant sur l'argument d'obligation de garantie de son intérêt territorial prévu par le Traité de l'al-

liance atlantique (OTAN), a fait pression, entre autres, sur la Turquie, pour que notre gouvernement vote au sein des Nations unies contre le droit à l'autodétermination du peuple algérien.

Vous n'ignorez sans doute pas que la France, contrairement aux autres colonies, admettait que toute l'Algérie faisait partie de son territoire national.

Nonobstant cette pression et sa participation comme membre à part entière au Traité de l'alliance atlantique, le gouvernement turc a d'abord sondé par le biais de sa délégation auprès des Nations unies pour voir, au cas où son vote ne serait pas pour, ses frères algériens prôneraient leur indépendance ou non.

Après être rassuré du résultat positif pour l'Algérie, l'instruction a été donnée à la représentation permanente pour s'abstenir lors du vote et de ne pas voter en faveur de la France comme demandé dans le cadre de l'OTAN.

Je voudrais préciser également que même cette prise de position attentive n'a pas plu au peuple turc et le fait d'avoir voté par abstention a été très largement critiqué en

Turquie. A tel point que plusieurs personnes ont pensé par la suite que ce n'était pas une simple abstention bien calculée, mais un vote contre l'indépendance de l'Algérie.

Même aujourd'hui, du fait que les archives de l'époque ne sont toujours pas accessibles au public, beaucoup de Turcs ne connaissent pas la vérité et n'ont toujours pas pardonné le gouvernement de l'époque à cause de ce vote.

Il faut d'ailleurs vous rappeler que ce sentiment de gêne vis-à-vis de cette abstention était si fort que la Turquie s'est excusée officiellement pour la première et la dernière fois dans son histoire par la voix de SEM Turgut Ozal, Premier ministre de la République de Turquie, lors de sa visite en 1985 à Alger.

Pourtant, nos frères algériens lui ont répondu que ce vote a été oublié, contrairement à ce que vous écrivez dans votre journal et que, les armes et les munitions acheminées aux moudjahidines du FLN étaient toujours vivantes dans les mémoires.

Ercüment Ahmet Enç
Ambassadeur de Turquie à Alger